



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français
 Superficie : 1 240 190 km²
 Population : 19,7 millions d'habitants

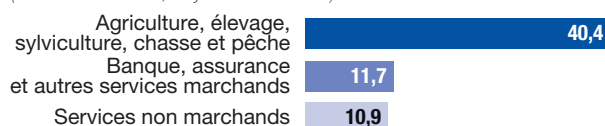
Densité : 15,9 habitants/km²
 Taux de croissance démographique : 3,0 %
 Part de la population urbaine : 43,1 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 148^e/190
 Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 184^e/189
 Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2019) : 3,4/6
 Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 54/100
 Classification Banque mondiale : pays à faible revenu
 Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 4,0 (4,3 pour l'ASS¹)
 PIB par habitant (2019) : 891 dollars
 Taux de croissance (2019) : 4,8 %
 Inflation (2019) : - 3,0 %
 PIB (2019) : 10 124 milliards de francs CFA

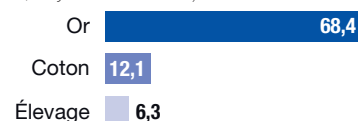
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



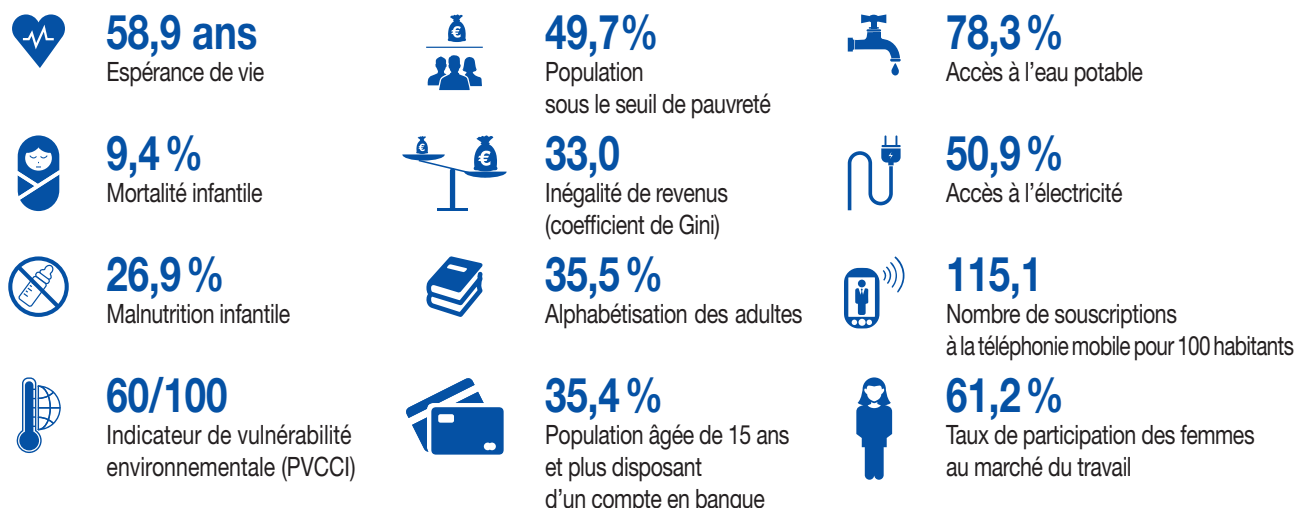
Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures



Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France 2019](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



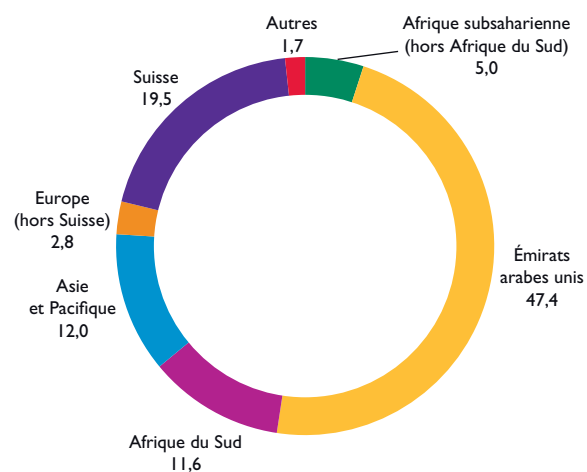
Faits saillants

- **L'activité économique, qui progressait à un rythme de 4,8 % en 2019, devrait se contracter fortement en 2020, à hauteur de 2,9 %, en raison de la baisse de l'activité économique mondiale, consécutive à la crise de la Covid-19.** Les prix à la consommation s'accroîtraient de 1 % en moyenne annuelle, après avoir fortement baissé en 2019.
- **Le pays a bénéficié d'un soutien financier international significatif**, notamment sous la forme d'une facilité de crédit rapide du Fonds monétaire international (FMI), de fonds d'urgence de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAfD), ainsi que d'un allègement du service de sa dette grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD).
- **Les conditions de sécurité demeurent incertaines, à la suite du coup d'État militaire qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en août 2020, et de la recrudescence des violences intra-communautaires.** IBK avait été réélu pour un deuxième mandat de cinq ans, en août 2018. Dans l'attente d'une transition démocratique, le colonel Malick Diaw a pris à la tête du Conseil national de transition le 5 décembre 2020, pour une durée de dix-huit mois. L'instabilité politique en 2020, ainsi que la crise sanitaire, ont ralenti le processus de mise en œuvre des accords de paix et de réconciliation de 2015, et les violences intracommunautaires ainsi que les attaques terroristes se sont multipliées.
- **La crise sanitaire et économique mondiale met en exergue la nécessité de renforcer la résilience économique du pays**, afin de i) maintenir une croissance robuste dans un contexte sécuritaire difficile, ii) accompagner la reprise économique post-Covid-19 dans un contexte agricole moins favorable, et iii) renforcer la valeur ajoutée du secteur secondaire ainsi que l'investissement vers un développement économique, durable et respectueux de l'environnement.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie du Mali, pays sahélien à faible revenu, demeure très vulnérable aux chocs externes, notamment aux fluctuations des prix des matières premières. Elle apparaît en particulier peu diversifiée, le secteur primaire représentant 40 % du PIB (en moyenne entre 2015 et 2019). L'or et le coton, principales exportations du pays, représentent respectivement 68 % et 12 % des exportations en valeur (en moyenne également sur 2015-2019). Le secteur agricole (productions vivrières, coton), qui concentre plus de 60 % des emplois, est exposé de manière croissante aux effets du changement climatique. Le secteur secondaire, qui représente 22 % du PIB, est principalement porté par les activités d'extraction, les industries manufacturières, l'artisanat, ainsi que par le secteur du bâtiment et travaux publics. Le développement du secteur tertiaire (38 % du PIB en moyenne entre 2015 et 2019) est porté par le dynamisme des secteurs des transports, de la communication, des banques et assurances et enfin du commerce et de l'hôtellerie-restauration.

Destinations des exportations du Mali (2014-2018)
(en %, en moyenne sur 5 ans)



Source : CEPII-BACI et calculs Banque de France.

La croissance économique a été forte entre 2015 et 2019 (5,4% en moyenne), mais elle demeure fragile.

La balance courante est structurellement déficitaire (-6% sur 2015-2019) en raison des besoins importants du pays en biens d'équipement, en produits alimentaires et en produits pétroliers en provenance de l'étranger. Les investissements directs (principalement destinés au secteur aurifère) permettent toutefois d'améliorer la position extérieure du Mali, ainsi que le solde global de la balance des paiements, qui affiche un excédent en 2018 et en 2019, après plusieurs années de déficit. L'importance des dépenses de sécurité, du fait de la persistance des incertitudes sécuritaire et politique, pèse sur les marges de manœuvre budgétaires et donc sur les investissements en faveur du développement, et ce tant en matière d'infrastructures qu'en matière de capital humain (éducation, santé). Ces investissements apparaissent d'autant plus nécessaires que le pays compte parmi les plus pauvres du monde (catégorisé parmi les pays les moins avancés selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement - Cnuced) et parmi ceux dont la démographie est la plus dynamique (+ 3% par an).

L'inflation est structurellement modérée, en raison notamment de l'ancrage du franc CFA sur l'euro.

Celle-ci demeure inférieure au seuil de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), établi à 3% maximum. Les prix alimentaires et énergétiques, qui composent l'essentiel du panier de consommation des ménages, peuvent toutefois enregistrer d'importantes fluctuations d'une année sur l'autre, selon l'abondance des récoltes ou selon les prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux.

Le développement financier demeure faible. La part des crédits dans le PIB (principal indicateur de profondeur financière) est limitée à environ 26% du PIB en 2019, tandis que le taux de bancarisation de la population adulte s'élève à 35,4% en 2017 (contre 42,6% pour l'Afrique subsaharienne, d'après la base de données Global Findex). La [stratégie régionale d'inclusion financière](#) adoptée par l'UEMOA, qui s'appuie notamment sur le développement rapide des services financiers mobiles, a pour objectif une augmentation

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Mali

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Coton-graine	645,0	728,7	700,0	773,5
Prix d'achat aux producteurs	250	250	250	275
Mil et sorgho	3 200,4	2 916,0	3 310,0	3 389,6
Maïs	2 811,4	3 598,2	3 624,9	3 816,5
Riz paddy	2 780,9	2 707,6	3 167,5	3 196,3
Arachide	453,1	472,6	497,2	525,0
	2016	2017	2018	2019
Or (en tonnes)	46,9	49,6	60,9	71,2

Sources : BCEAO et administrations nationales.

à moyen terme de ces indicateurs, afin notamment de favoriser une croissance plus inclusive et donc plus durable.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Soutenue par la consommation privée et par les investissements, la croissance économique, mesurée par le PIB, a été dynamique en 2019, à 4,8%, mais demeure inférieure à la moyenne de l'UEMOA (6,1%). L'activité économique a été soutenue principalement par le dynamisme du secteur tertiaire (contribution au PIB à hauteur de 2,6 points) et du secteur primaire (+ 1,6 point). L'activité du secteur agricole a en effet été vigoureuse, une pluviométrie favorable ayant permis une forte augmentation de la production de coton (+ 10,5%). La contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB a en revanche été limitée à 0,8 point de PIB. Les prix à la consommation ont reculé de 3% en moyenne annuelle en 2019, essentiellement en raison de l'impact baissier des prix des produits alimentaires. Ce recul provient de l'accumulation d'excédents agricoles au niveau régional, combinée à la faiblesse des prix du transport, ainsi que d'une faible inflation importée de la zone euro.

En dépit d'une diffusion limitée de l'épidémie, l'activité économique devrait être fortement affectée par les effets internationaux de la crise de la Covid-19, reculant de 2,9% selon la BCEAO (décembre 2020). Les effets récessifs du repli de la demande mondiale devraient être amplifiés par un recul de la production et des exportations de coton, du fait d'une baisse temporaire des prix d'achat aux producteurs, d'une réduction des surfaces cultivées, ainsi que

Activité économique et inflation au Mali

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	5,3	4,7	4,8	- 2,9
Inflation (en moyenne annuelle)	2,2	1,9	- 3,0	1,0

a) Prévisions.

Source : BCEAO.

des fortes inondations. L'inflation devrait atteindre 1 % en moyenne annuelle en 2020, entraînée notamment par un rebond du prix des produits alimentaires et de ceux des services de base (eau, électricité, gaz notamment). La croissance économique rebondirait toutefois à un rythme d'environ 4 % dès 2021, sous l'hypothèse d'une sortie de crise rapide et d'une reprise de l'activité économique mondiale.

L'amélioration de la position extérieure observée en 2019 serait remise en cause par les effets de la crise de la Covid-19.

En 2019, le déficit courant s'est réduit à 365 milliards de CFA (3,6 % du PIB), contre 4,9 % en 2018), notamment grâce à la vigueur des exportations de bétail vers les autres États d'Afrique de l'Ouest, et surtout grâce aux exportations d'or, en augmentation de 10,3 % par rapport à 2018, soutenues par la hausse des cours internationaux. Les exportations de coton sont en revanche en recul de 16,2 % en valeur, en raison de la baisse, de près de 15 %, des cours internationaux. Le solde de la balance des paiements est globalement positif en 2019, à 2,6 % du PIB, grâce notamment au dynamisme des investissements, et en particulier des investissements directs (principalement vers le secteur aurifère) et du compte de capital (dons ou remises de dette). Selon les prévisions de la BCEAO de décembre 2020, le solde global de la balance des paiements se détériorerait fortement en 2020, de 139 milliards, soit 1,3 points de PIB. Le dynamisme des exportations d'or (+ 10 % environ), valeur refuge en temps de crise, et le recul des importations, essentiellement de biens d'équipement, seraient en effet plus que neutralisés par un recul significatif des entrées de capitaux.

L'amélioration du déficit budgétaire observée en 2019 serait également remise en cause par la crise de la Covid-19.

En 2019, le déficit budgétaire s'est établi à 1,7 % du PIB, après 4,7 % du PIB en 2018. Cette amélioration a reflété avant tout une forte hausse

des recettes (+ 46 %), notamment fiscales (+ 32,8 %), dans un contexte de forte croissance économique et de meilleure gestion des finances publiques. Les dons (plus de 8 % des recettes) ont aussi augmenté de 63 %, grâce notamment à un don de 40 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA). Selon les prévisions de la BCEAO (décembre 2020), le déficit budgétaire global se dégraderait à 6,4 % du PIB en 2020, du fait de l'atonie des recettes fiscales (- 4,3 %) et de la hausse contracyclique des dépenses. Le plan de riposte contre la Covid-19 d'avril 2020, estimé à plus de 500 milliards de francs CFA (5 % du PIB), comprend notamment : i) des mesures sociales : création d'un fonds spécial de 100 milliards en faveur des ménages les plus vulnérables, distribution de denrées alimentaires, réduction des taxes sur les produits de première nécessité ; et ii) des mesures économiques : création d'un fonds de 20 milliards pour venir en aide aux entreprises, apurement de la dette intérieure due au 31 décembre 2019, allègements fiscaux au cas par cas.

Composée aux deux tiers de créances extérieures – en grande partie concessionnelles –, la dette publique (37,5 % du PIB en 2019) devrait s'accroître de plus de 7 points de PIB en 2020, sous l'effet de la crise.

Outre les facteurs internes (incertitudes politiques et sécuritaires), la dynamique de la dette demeure tributaire, selon le Fonds monétaire international (FMI), de l'ampleur et de la durée, encore incertaine, de la crise de la Covid-19 en 2021. Si le risque de surendettement demeure modéré selon l'analyse de viabilité de la dette de mai 2020, il convient donc de demeurer vigilant sur le rythme de progression de la dette publique.

Le pays a bénéficié du soutien des institutions financières internationales pour accroître les marges de manœuvre budgétaires et pour répondre à la crise sanitaire.

Une facilité de crédit rapide a été approuvée par le FMI le 30 avril 2020 pour un montant de 200 millions de dollars (78,6 % de la quote-part). L'allègement opéré en 2020 au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), d'un montant de 82,5 millions de dollars, a été prolongé jusqu'à juin 2021. Le Mali a enfin reçu d'importants financements des banques multilatérales de développement, notamment de la part de la Banque africaine de développement (BAfD – pour un montant de 48,9 millions de dollars) et de la Banque mondiale (pour 25,8 millions de dollars).

Le Mali bénéficie en parallèle d'un programme triennal avec le FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), approuvée le 28 août 2019 pour 192 millions d'euros (139,95 millions de droits de tirage spéciaux – DTS). Cette FEC vient soutenir le programme de réforme et de relance du gouvernement malien, qui vise à i) accroître la mobilisation des ressources, ii) réformer le secteur de l'énergie, iii) renforcer le budget au service des investissements productifs et des dépenses sociales, iv) améliorer le climat des affaires, v) renforcer la gouvernance publique et la lutte contre la corruption, et vi) soutenir le développement des capacités.

En dépit d'une progression de 6,6 % du bilan agrégé du système bancaire en 2019 et d'une amélioration de la qualité des portefeuilles, la rentabilité du secteur bancaire s'est légèrement dégradée. Le bilan agrégé des établissements bancaires a augmenté de 6,6 % en 2019, tandis que le résultat net global a baissé de 16,2 %, du fait de la progression des dépréciations pour risques et créances irrécouvrables. Ce recul s'est traduit par une dégradation de la marge nette (de 25,2 % en 2018 à 21 % en 2019) et du coefficient de rentabilité (de 13,6 % à 10,7 %). La qualité des portefeuilles bancaires s'est en revanche améliorée, tant en ce qui concerne le ratio de créances en souffrance (10,4 %, contre 12,9 % en 2018) qu'en ce qui concerne le taux de provisionnement, qui atteint 54 % à fin 2019. Le respect des indicateurs prudentiels du système bancaire apparaît globalement satisfaisant, le ratio de couverture des risques (solvabilité) s'établissant à 13 % en 2019, un niveau supérieur à celui de l'UEMOA (11,6 %), et le rapport de liquidité à 98,7 %. Le recul de l'activité économique devrait toutefois significativement affecter tant l'activité du secteur bancaire 2020 que la qualité des portefeuilles bancaires, les difficultés des entreprises se traduisant par une montée immédiate de leurs difficultés de trésorerie et, à terme, du risque de solvabilité.

ENJEUX ET DÉFIS

Dans un contexte d'insécurité et d'instabilité politique, la mise en œuvre effective des accords de paix et de réconciliation de 2015 constitue un enjeu de développement majeur. Depuis la guerre de 2012, le Mali est fragilisé par l'intensification des violences ethniques et terroristes, particulièrement au nord du

pays. Cette région, au climat désertique, contraste fortement avec le sud du pays, au climat tropical et sec, plus favorable à l'agriculture. Un coup d'État militaire a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août 2020. Les autorités militaires se sont engagées, en septembre, à instituer un gouvernement pour rétablir un pouvoir civil dans les dix-huit mois, et ont constitué un Conseil national de la transition le 5 décembre, présidé par Malick Diaw. L'instabilité politique mais aussi la crise de la Covid-19 ont ralenti la mise en œuvre de l'accord de 2015, alors que se sont multipliées les violences intracommunautaires et les attaques terroristes de plusieurs groupes extrémistes (Al-Qaïda au Maghreb islamique, Ansar Eddine, JNIM, etc.). Le mandat de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) a été prolongé d'un an, jusqu'en juin 2021, par le Conseil de sécurité de l'ONU, maintenant sur place plus de 13 000 soldats et 1 900 policiers. En février 2020, l'opération Barkhane, menée depuis 2014 par l'armée française et qui vise à lutter contre les groupes armés djihadistes au Sahel, comptait 5 100 soldats français et européens.

Une reprise économique rapide est essentielle pour limiter l'impact de la crise sur le développement économique, les indicateurs socio-économiques demeurant parmi les plus faibles du monde. Le Mali a été modérément impacté par l'épidémie de la Covid-19, avec 278 morts au 4 janvier 2021 et une prévalence de 4,5 cas pour 100 000 habitants selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM). Les effets économiques et sociaux de cette crise sont en revanche importants, selon un [récent rapport de l'ONU](#). La baisse de l'activité économique se traduirait tout d'abord par un recul exceptionnel du PIB par tête (-5,7 %). Du fait de la baisse de l'emploi et des revenus, la crise exercerait ensuite des effets immédiats sur le capital humain (santé, sécurité alimentaire, mais également accès à l'éducation). En conséquence, ce sont près de 800 000 Maliens qui seraient tombés dans la pauvreté en 2020, selon les estimations du rapport. La crise souligne ainsi l'importance de maintenir ou d'accroître les investissements en faveur des objectifs de développement durable (ODD) pour renforcer la résilience économique et environnementale.

Le Mali est en effet, comme les autres pays sahéliens, particulièrement vulnérable au changement climatique. Ce dernier se caractérise dans cette région

par une augmentation rapide des températures, par des inondations et par la désertification, associée à un recul des terres arables. Ces phénomènes exercent une pression croissante sur les systèmes de production agricole (cf. *Rapport annuel de la Zone franc 2018*, article « Changement climatique en Afrique subsaharienne et désastres naturels : vulnérabilités, résilience et financements ») et exacerbe les tensions dans les régions sahariennes du nord. Ces changements rapides impliquent la mise en place de politiques d'atténuation (lutte contre la désertification) et d'adaptation (efficacité de l'irrigation, agriculture intelligente, productions résilientes). La transformation de l'appareil productif doit aller de pair, et être coordonnée, avec une nécessaire diversification économique, notamment en faveur des filières de transformation des matières premières (coton). Ces objectifs environnementaux, de renforcement de la résilience et de transformation structurelle de l'économie constituent les axes stratégiques principaux du *cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali* (CREDD) adopté pour la période 2019-2022. Le renforcement probable des effets du changement climatique milite pour une accélération des projets de développement en cours, sous peine de difficultés croissantes, notamment sous la forme de pression migratoire. À défaut de marges de manœuvre budgétaires suffisantes, ceci implique une forte augmentation de l'aide publique au développement, comme le mentionnent les engagements pris dans l'Accord de Paris de 2015.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Compte tenu de son importance socio-économique, le secteur agricole focalise une part importante des projets en cours, notamment à des fins de diversification. La filière coton a ainsi bénéficié de nombreux projets de développement ces dernières années (projets *Pase II* et *Agreco* subventionnés par l'Agence française de développement – AFD –, et *Paficot*, financé par la BAfD notamment). En décembre 2019, la Compagnie malienne pour le développement des textiles (principal acteur du secteur du coton) a annoncé un programme stratégique pour la période 2020-2025. Ce programme comprend notamment la construction de nouvelles usines pour favoriser la transformation du coton dans le pays.

Les projets de développement agricoles visent également à assurer un développement durable

de la filière. Le Mali et le Fonds international pour le développement agricole (Fida) ont élaboré un nouveau programme d'options stratégiques pour la période 2020-2024. Ses objectifs comprennent, pour les populations rurales pauvres : i) l'amélioration de leurs capacités productives ; ii) l'accroissement des gains et des bénéfices tirés de la participation de la population rurale pauvre au marché ; et iii) le renforcement de la durabilité environnementale, et de la résilience climatique de leurs activités économiques. Le *projet de gestion durable des terres et des eaux et d'appui environnemental au Papam* (programme d'accroissement de la productivité agricole au Mali) en est une illustration, de même qu'un autre *projet financé par l'AFD*, visant à renforcer les capacités locales de déploiement de l'agroécologie. Par ailleurs, une convention a été signée en mars 2020 par la France, pour compléter le financement du *projet d'appui au développement de la zone Office du Niger (Padon 2)*. Ce projet national vise à accroître la production agricole par la réalisation d'infrastructures hydrauliques publiques, ainsi qu'à renforcer la sécurité alimentaire dans la zone de l'Office du Niger¹.

De nombreux projets de développement en cours ont pour objectif la réduction de la dépendance du pays aux énergies fossiles et à investir dans le développement d'énergies renouvelables. Plusieurs projets d'ampleur ont été mis en place pour diversifier le mix énergétique, notamment dans l'énergie solaire et hydroélectrique, avec l'aide de la Banque mondiale (BM). Le pays a ainsi bénéficié en 2019 d'un *appui financier de la BM pour 22,7 millions d'euros*, afin de soutenir les efforts du pays dans le développement des énergies renouvelables et dans l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales. Le Mali bénéficie d'un potentiel solaire important, or seulement 5 % de son potentiel énergétique renouvelable est exploité, selon la BAfD. Cette dernière a ainsi participé au financement du projet de centrale solaire de Ségou, d'une capacité de 33 MW. En 2020, la centrale solaire Akuo Kita Solar, d'une capacité de 50 MW, a été mise en service et a permis d'injecter des kilowatts-heures supplémentaires dans le réseau électrique malien.

¹ L'Office du Niger, créé en 1932, est un *projet d'aménagement hydroagricole* situé dans une zone irriguée entre le Niger et le Mali, destiné initialement à produire du coton pour les industries textiles, et du riz. Cette zone cultive principalement du riz et des produits maraîchers.

ANNEXE

Mali – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	11 663,4	12 181,7	12 859,6	13 640,3
PIB nominal	8 311,9	8 922,2	9 482,0	10 124,3
Importations de biens et services	3 351,5	3 259,5	3 377,7	3 516,0
Emplois	11 663,4	12 181,7	12 859,6	13 640,3
Consommation finale	7 723,2	8 273,5	8 594,6	9 054,0
Publique	1 349,9	1 444,0	1 505,5	1 593,9
Privée	6 373,3	6 829,5	7 089,1	7 460,1
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 991,8	1 926,2	1 939,8	2 185,4
Exportations de biens et services	1 948,4	1 982,0	2 325,2	2 400,9
Épargne intérieure brute	588,7	648,7	887,4	1 070,3
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 1 403,1	- 1 277,5	- 1 052,5	- 1 115,1
Taux d'investissement (en% du PIB)	24,0	21,6	20,5	21,6
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,9	5,3	4,7	4,8
Déflateur du PIB	1,4	1,9	1,5	1,9
Prix à la consommation, en moyenne	- 1,8	2,2	1,9	-3,0

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Mali – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes et dons	1 522,2	1 789,8	1 475,9	2 173,3
Recettes budgétaires	1 389,7	1 645,6	1 358,8	1 982,0
Recettes fiscales	1 239,3	1 353,7	1 125,8	1 495,8
Recettes non fiscales	45,4	126,4	55,8	67,2
Autres recettes non classées	105,0	165,5	177,3	419,0
Dons	132,5	144,2	117,1	191,3
Dépenses et prêts nets	1 850,1	2 045,1	1 925,5	2 343,9
Dépenses totales	1 858,0	2 055,1	1 932,4	2 349,7
Dépenses courantes	1 013,0	1 105,1	1 140,5	1 280,6
Traitements et salaires	400,9	432,6	471,1	516,7
Autres dépenses courantes	556,0	598,1	585,4	659,8
Intérêts	56,1	74,4	84,0	104,1
Sur la dette intérieure	30,0	46,2	55,0	70,6
Sur la dette extérieure	26,1	28,2	29,0	33,5
Dépenses en capital	740,0	784,5	614,7	658,0
Sur ressources intérieures	499,0	531,4	468,0	465,6
Sur ressources extérieures	241,0	253,1	146,7	192,4
Dépenses des fonds spéciaux	105,0	165,5	177,3	411,1
Prêts nets	- 7,9	- 10,0	- 6,9	- 5,8
Solde global base engagements (hors dons)	- 460,4	- 399,5	- 566,7	- 361,9
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 327,9	- 255,3	- 449,6	- 170,6
Solde primaire de base ^{b)}	- 66,2	83,5	- 165,7	339,9
Ajustement base caisse	9,9	22,9	81,5	- 90,0
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	- 8,2	- 5,2	81,4	- 90,0
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 450,5	- 376,6	- 485,2	- 451,9
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 318,0	- 232,4	- 368,1	- 260,6
Financement	318,0	232,4	368,1	260,6
Financement intérieur net	182,7	101,3	393,0	- 43,0
Bancaire	182,7	161,3	252,8	- 193,8
Non bancaire	0,0	- 60,0	140,2	150,8
Financement extérieur net	135,3	131,1	- 24,8	303,6
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	2 986,4	3 167,7	3 496,8	3 801,1
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	16,7	18,4	14,3	19,6
Dépenses courantes	12,2	12,4	12,0	12,6
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 3,9	- 2,9	- 4,7	- 1,7
Dette publique	35,9	35,5	36,9	37,5

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Mali – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 602,0	- 704,3	- 464,5	- 364,9
1 - Biens et services	- 1 403,1	- 1 277,5	- 1 052,5	- 1 115,1
Balance des biens	- 342,1	- 409,6	- 212,6	- 268,1
Exportations de biens FOB	1 675,9	1 685,9	1 991,4	2 088,7
dont : or	1 120,4	1 175,7	1 388,4	1 531,8
coton	187,6	223,4	270,7	226,8
élevage	115,7	108,9	108,4	115,1
Importations de biens FOB	- 2 018,0	- 2 095,5	- 2 204,0	- 2 356,8
Importations de biens CAF	- 2 402,3	- 2 494,6	- 2 623,9	- 2 805,7
dont : produits pétroliers	- 493,9	- 661,0	- 725,9	- 751,3
biens d'équipement	- 567,7	- 543,2	- 551,4	- 605,4
produits alimentaires	- 389,7	- 381,1	- 375,0	- 351,7
Balance des services	- 1 061,0	- 868,0	- 839,9	- 847,0
dont fret et assurances	- 384,4	- 399,1	- 419,8	- 448,9
2 - Revenus primaires	- 222,1	- 290,8	- 283,4	- 324,0
dont intérêts sur la dette	- 26,1	- 28,2	- 29,0	- 34,1
3 - Revenus secondaires	1 023,2	864,1	871,4	1 074,2
Administrations publiques	613,0	428,7	414,2	601,7
dont aides budgétaires	45,5	48,6	48,6	221,8
Autres secteurs	410,2	435,3	457,2	472,5
dont transferts de fonds des migrants	471,2	491,0	521,2	527,7
b - Compte de capital	115,7	150,0	133,0	206,7
c - Compte financier	- 197,6	- 417,4	- 400,7	- 422,5
Investissements directs	- 153,8	- 318,3	- 259,4	- 254,7
Investissements de portefeuille	- 137,6	- 16,7	- 118,6	- 41,9
Autres investissements	93,8	- 82,4	- 22,7	- 125,8
Financement exceptionnel (pour mémoire)	17,7	0,0	19,0	17,8
d - Erreurs et omissions nettes	- 37,6	35,3	35,8	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	- 326,3	- 101,6	104,9	264,2
Taux de couverture ^{a)}	58,1	60,8	68,8	68,3
Solde courant (en% du PIB)	- 7,2	- 7,9	- 4,9	- 3,6
Solde global (en% du PIB)	- 3,9	- 1,1	1,1	2,6

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Mali – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	1 222	1 671	1 703	1 848
Moyen terme	705	495	544	620
Long terme	83	38	67	98
Total	2 010	2 205	2 313	2 566

Source : BCEAO.

Mali – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif				Passif			
	2017	2018	2019		2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	569	670	576	Opérations de trésorerie et interbancaires	1 184	1 141	1 184
Opérations avec la clientèle	2 373	2 511	2 710	Opérations avec la clientèle	2 673	2 902	3 130
Opérations sur titres et diverses	1 243	1 226	1 408	Opérations sur titres et diverses	202	211	226
Valeurs immobilisées	253	306	332	Provisions, fonds propres et assimilés	381	460	487
Total	4 439	4 713	5 026	Total	4 439	4 713	5 026

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Mali – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	375	376	421
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	19	8	6
Produits sur opérations avec la clientèle	220	240	229
Produits sur opérations sur titres et diverses	67	61	68
Produits sur opérations de change	35	45	93
Produits sur opérations hors bilan	19	18	18
Produits sur prestations de services financiers	2	3	5
Autres produits d'exploitation bancaire	12	2	3
Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
Produits divers	0	0	0
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	1	1
2. Charges bancaires	120	128	173
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	47	47	44
Charges sur opérations avec la clientèle	47	50	48
Charges sur opérations sur titres et diverses	3	2	2
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	19	25	76
Charges sur opérations hors bilan	1	1	0
Charges sur prestations de services financiers	1	2	3
Autres charges d'exploitation bancaire	2	0	0
Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
Charges diverses	0	0	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	255	247	248
4. Produits accessoires nets	9	8	7
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	265	255	255
6. Frais généraux	149	160	150
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	13	7	18
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	103	88	86
9. Provisions nettes sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	56	23	35
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	1	1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	48	67	52
12. Résultat exceptionnel net	9	4	5
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôt sur les bénéfices	14	8	5
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	43	62	52

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ».

Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Mali – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	65,6	72,6	67,9
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	11,3	13,6	10,7
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	16,8	25,2	21,0
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	14,1	12,9	10,4
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	6,8	7,5	5,1
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	55,4	45,1	54,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Mali – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	15,4	12,6	13,0
Rapport de liquidité	83,5	100,0	98,7

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Mali – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	93	100
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ($\geq 5,625\%$)	86	93
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625\%$)	86	93
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625\%$)	86	93
Norme de division des risques ($\leq 65\%$)	71	60
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	86	87
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	100	87
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ($\leq 15\%$ FPB (T1))	100	100
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs (FPE))	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ($< 15\%$ FPB (T1))	57	67
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ($< 100\%$ FPB (T1))	93	93
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ($< 20\%$ FPE)	86	93
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ($\geq 50\%$)	100	100
Coefficient de liquidité ($\geq 50\%$)	93	100

Source : Commission bancaire de l'UMOA.